

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/96

11 avril 2001

(01-1878)

**Groupe de travail de
l'accession de l'Ukraine**

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Situation des réformes foncières et évolution de la législation agricole

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fait parvenir au Secrétariat les informations suivantes, en demandant qu'elles soient communiquées aux membres du Groupe de travail.

Réformes dans le secteur agricole de l'économie ukrainienne au cours de l'année 2000

L'étape déterminante dans le développement des réformes structurelles de l'économie ukrainienne au cours de l'année 2000 a été la mise en œuvre de la réforme agricole sur le principe de la propriété privée. Le gouvernement a appliqué un certain nombre de mesures organisationnelles destinées à créer un environnement économique favorable au fonctionnement et au développement des entreprises agricoles réformées, par la constitution d'un marché agricole civil. De ce fait, certains changements positifs sont en cours dans les communes rurales. Pour la première fois depuis que l'Ukraine est un état indépendant, il est observé une augmentation de la production agricole. En l'an 2000 la production agricole a augmenté de 9,2 pour cent, la production de l'industrie alimentaire de 26,1 pour cent et les pertes des entreprises agricoles ont diminué de plus de 90 pour cent.

Le point de départ de la réglementation et de l'incitation à la poursuite des réformes de l'agriculture – dans le but de garantir la mise en œuvre de la politique agricole nationale, visant à accélérer les réformes et le développement du secteur agricole de l'économie – n'est autre que l'Ordonnance du Président de l'Ukraine n° 1529/99 du 3 décembre 1999, sur les mesures urgentes à prendre pour accélérer la réforme du secteur agricole de l'économie.

On compte actuellement 14 700 nouvelles créations agricoles au niveau des régions. Au 1^{er} janvier 2001, 6,5 millions de citoyens avaient reçu les certificats de droit à la propriété foncière, 407 000 autres citoyens avaient reçu les titres nationaux de propriété foncière privée et, à la fin du mois de mars 2001, leur nombre atteignait 1,12 million. Cinq millions six cent mille agriculteurs ont loué leurs terres à d'autres exploitants et les accords de location-bail de type foncier ont concerné 4 millions de citoyens – propriétaires fonciers.

L'Ordonnance a été établie sur les dispositions de la Constitution et de la législation ukrainiennes et a rassemblé tous les éléments nécessaires et favorables au progrès de la législation agricole existante et a généralement encouragé la création des mécanismes de fonctionnement du marché dans les communes rurales sur le principe de la propriété et des capitaux privés.

L'objectif principal de l'Ordonnance citée a été l'achèvement logique du processus de privatisation, déjà entamé, de la propriété foncière et des capitaux d'entreprises agricoles collectives. Cette Ordonnance a défini les fondements juridiques et économiques de la réglementation des

rapports entre propriété agraire et propriété foncière dans le processus de restructuration, a créé les conditions préalables nécessaires à la poursuite et au développement des réformes agraires et au passage de l'agriculture à l'économie de marché.

Afin de mettre en œuvre l'Ordonnance n° 62 du Président de l'Ukraine sur les mesures destinées à garantir la protection des droits de propriété des agriculteurs au cours du processus de réforme du secteur agraire de l'économie du 29 janvier 2001, le Conseil des ministres de l'Ukraine, au moyen de textes normatifs et législatifs adoptés au cours de l'année 2001 garantira la résolution des problèmes organisationnels et pratiques rencontrés par les entreprises réformées (autrefois collectives) et par l'attribution des droits d'accès des agriculteurs à la propriété; l'accélération de l'émission de textes législatifs nationaux pour le droit à la propriété privée agraire et foncière: y compris la propriété agraire et foncière dans le volume des transactions économiques, la création de leurs conditions d'achat et de vente; la création d'une infrastructure propre; l'organisation des enchères correspondantes; la garantie d'un système d'enregistrement du droit à la propriété agraire et foncière; le développement du crédit-bail agraire et foncier; la garantie de leur retrait pour utilisation personnelle; et la protection de l'intérêt à long terme des paysans contre l'aliénation illégale ou l'utilisation non rétribuée de leur propriété. Le Décret n° 177 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 28 février 2001 sur la réglementation des problèmes liés à la garantie de la protection des droits de propriété des paysans au cours du processus de réforme du secteur agraire de l'économie a approuvé les méthodes de spécification de la composition et de la valeur des fonds de propriété foncière des membres des entreprises agricoles collectives, y compris les entreprises restructurées.

Pour achever la réforme des relations entre l'activité foncière et l'activité économique dans le pays, le Conseil suprême (Rada) de l'Ukraine a dû adopter le Code de la propriété foncière et les lois sur l'enregistrement national de la propriété immobilière, sur les fermes auxiliaires privées et sur l'évaluation des biens et l'activité d'évaluation.

La suite et la mise en application logiques des premiers résultats positifs dans le processus de réforme agricole ont conduit au Décret du Président de l'Ukraine, n° 767 du 6 juin 2000, sur les mesures destinées à garantir la formation et le fonctionnement du marché agraire. La création de l'infrastructure du marché agraire, l'amélioration de la transparence de ce marché et l'aide à l'accès des disciplines liées à l'activité économique aux informations du marché par la publication de renseignements sur les prix et sur les perspectives du marché, telles que déterminées par le présent décret, sont considérées comme des secteurs de première priorité.

Les activités boursières concernant le commerce des marchandises se sont révélées plus dynamiques en l'an 2000. Depuis la date d'effet du Décret du Président de la République de l'Ukraine n° 767 du 6 juin 2000 sur les mesures destinées à garantir la formation et le fonctionnement du marché agraire (juin-décembre), le volume total des ventes de produits agricoles a été de 1 131,8 millions de hryvnias, ce qui représente 15 fois le volume pour la même période en 1999.

Afin d'améliorer la disponibilité des ressources et des services matériels et techniques pour les producteurs agricoles, le Programme de création et de développement des coopératives d'entretien agricole en tant qu'organismes sans but lucratif a été développé.

Les travaux de création de chambres de commerce agricoles au niveau régional se sont intensifiés. Quatre-vingt-douze chambres de commerce agricoles étaient en activité en 1999. Au 6 septembre 2000, ce nombre a atteint 291 chambres, y compris 243 chambres au niveau régional. Le Conseil des chambres de commerce agricoles a été mis en place. Les travaux d'accréditation de ces chambres en tant que sociétés de courtage sont en cours.

Le nombre de marchés de vente en gros d'aliments et de fruits et légumes a augmenté. On dénombrait 115 marchés en juin 2000 et 302 au début du mois de septembre.

Le Ministère de la politique agraire de l'Ukraine a lancé la création de centres de réforme agricole au niveau local. Les centres d'information et d'analyse créés au niveau régional, pour assurer une réponse rapide aux demandes et aux propositions des agriculteurs, poursuivent leurs activités.

La fourniture de services de conseil et la formation des producteurs agricoles sont considérées comme des maillons importants dans le développement continu de la production agricole dans les nouvelles conditions économiques. Un réseau de services de conseil, tant au niveau national qu'au niveau régional, est prévu pour répondre à ces questions. Un projet du programme d'État sur les services de conseil en Ukraine, visant à la réussite du développement des services de conseil en matière agricole, est recommandé pour proposition au gouvernement.

Les réformes politiques, sociales et économiques lancées en Ukraine ont posé les bases sociales et économiques nécessaires à la renaissance du mouvement coopératif en Ukraine. La coopération, qui représente une étape logique dans le développement continu des réformes, est rendue possible grâce à l'apparition d'un nombre considérable de propriétaires-producteurs privés indépendants possédant des intérêts économiques communs dans la réalisation d'activités marchandes.

Afin de faciliter la création et le développement de coopératives agricoles en Ukraine ainsi que la création de conditions juridiques, organisationnelles, sociales et économiques concernant leur développement, le Ministère de la politique agraire de l'Ukraine a approuvé le Programme de création et de développement des coopératives agricoles en tant qu'organismes non lucratifs, dans le but de concentrer et de mobiliser les efforts de toutes les parties intéressées au développement des coopératives agricoles, par la définition des directions et des priorités de travail principales concernant le soutien et le développement du mouvement coopératif au sein du complexe agro-industriel de l'Ukraine, sur la base d'un système de mesures organisationnelles bien fondé, cohérent et performant.

Début 2000, le gouvernement ukrainien a progressé d'une étape supplémentaire en constituant de nouveaux principes de politique agraire du pays: le refus de fournir des ressources matérielles et techniques aux entreprises agricoles, comme convenu expressément dans la Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine sur les nouvelles orientations en matière de fourniture de ressources matérielles et techniques aux producteurs agricoles en date du 17 janvier 2000; la diminution du crédit sur les produits et des paiements concernant le troc. La Résolution autorise également une compensation partielle du coût des intérêts des crédits des banques commerciales accordés à des entités appartenant au complexe agro-industriel. Conformément à la Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine n° 398 en date du 25 février 2000 sur les mesures supplémentaires concernant les crédits accordés au complexe des travaux agricoles, un montant de 175 millions de hryvnias a été prévu comme compensation partielle au titre du budget de l'État en l'an 2000. Ceci a permis aux banques de dynamiser davantage leurs activités dans le secteur du marché agricole; pour l'année 2000, les entreprises du complexe agro-industriel ont reçu la somme de 1,9 milliard de hryvnias de crédits, y compris les producteurs agricoles (plus de 984 millions de hryvnias), dont 818,5 millions à des conditions préférentielles.

Les réformes susmentionnées, mises en application par les éléments législatifs correspondants, ont participé à la décentralisation des relations de propriété au sein du complexe agro-industriel.

Situation des réformes des relations en matière de propriété dans l'agriculture et les marchés publics de l'Ukraine

Au 1^{er} décembre 2000, la plupart des 10 833 entreprises agricoles collectives existantes ont été restructurées et 14 741 nouvelles entreprises agricoles ont été créées en conformité avec la législation en vigueur. Parmi celles-ci, sont immatriculées 1 254 exploitations agricoles, soit 8 pour cent, 2 901 entreprises privées (à bail privé), soit 20 pour cent, 6 761 partenariats économiques, soit 46 pour cent; 3 325 coopératives agricoles, soit 23 pour cent. Ces entreprises sont créées au titre de la propriété privée et de la location agraire et foncière.

Au cours de la période d'application du Décret présidentiel n° 1529/99 en date du 3 décembre 1999 sur les mesures urgentes à prendre pour l'accélération de la réforme du secteur agricole de l'économie, la part du partenariat économique dans la structure des entreprises agricoles est passée de 14 à 46, et de 2 à 23 pour cent pour les coopératives agricoles.

Deux millions cent soixante trois mille six cents personnes sont employées dans les entreprises récemment créées, ce qui représente 44 pour cent du nombre total d'employés dans l'agriculture, y compris les exploitations agricoles auxiliaires.

La privatisation des biens de l'État – objets du complexe agro-industriel – s'effectue selon le Programme d'État de privatisation et au titre de la loi de l'Ukraine sur les particularités de la privatisation des biens dans le complexe agro-industriel et des fondations réglementaires et législatives développées pour l'application de ces lois.

La réforme concernant la propriété des entreprises de transformation, de services agricoles et de construction s'opère simultanément à la réforme sur la propriété des entreprises agricoles.

Sur 8 964 entreprises agricoles d'État (exploitations agricoles d'État, entreprises de transformation, de services agricoles et de construction d'État) au 1^{er} novembre 2000:

- 90 doivent être privatisées;
- les documents réglementaires de 362 entreprises sont en cours d'enregistrement, de même que leur actions et les informations sur l'émission d'actions;
- 7 821 entreprises ont commencé à vendre des actions (ont conclu des accords de ventes ou ont transféré les biens gratuitement); et
- 7 596 entreprises ont été privatisées à hauteur de 70 pour cent, ou plus.

Au 1^{er} novembre 2000, 2 602 exploitations agricoles d'État ainsi que d'autres entreprises agricoles d'État assujetties à la privatisation, ont été préparées en vue de leur réforme. Ceci représente plus de 95 pour cent de la totalité des entreprises.

Au début du mois d'octobre 2000 on dénombrait 37 600 personnes morales au titre des exploitations agricoles en Ukraine (une progression d'environ 2 000 entreprises depuis le 1^{er} octobre 1999). La croissance du nombre d'exploitations agricoles est soumise au processus de réforme des entreprises agricoles collectives, ainsi jusqu'en 1999, il y a eu une certaine tendance à la réduction du nombre d'exploitations agricoles.

La propriété foncière a pratiquement doublé, dont celle utilisée par les exploitants agricoles: les exploitations agricoles occupent 4,7 pour cent de toute la superficie des ressources agricoles, en comparaison de 2,7 pour cent pour l'année précédente. Dans l'ensemble, 1 982 800 hectares de terres agricoles sont utilisés par les exploitants agricoles, parmi lesquels 1 840 500 hectares sont cultivés. Les exploitations agricoles sont en voie de consolidation. En moyenne, une entreprise possède maintenant respectivement 53 et 50 hectares, contre 39 et 36 hectares pour l'année précédente.

Ainsi, trois types principaux d'entreprises sont créés:

- les petites exploitations agricoles individuelles;
- les moyennes entreprises, principalement privées, les sociétés anonymes et les exploitations agricoles développées par la location de propriétés agraires; et

- les grandes entreprises agricoles, principalement constituées en corporation, qui généralement louent à bail les terres et les biens.

Environ 300 000 citoyens ont joint leurs propres propriétés agraires à leurs exploitations agricoles auxiliaires sans passer par la création d'une personne morale. Les exploitations auxiliaires individuelles occupent une surface de 4,3 millions d'hectares, ce qui représente 12,3 pour cent de toutes les ressources agricoles, y compris 3,5 millions d'hectares de terres cultivées, y compris les parcelles de champs. À l'avenir, en raison de cette catégorie de citoyens, le nombre d'exploitations agricoles augmentera de manière significative.

Suite à l'adoption de la Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine n° 1218 du 5 novembre 1997 sur l'accélération du processus de privatisation des entreprises de ramassage et d'entreposage du pain, un progrès considérable a été observé dans la privatisation des entreprises de ramassage et d'entreposage du pain, qui étaient auparavant intégrées dans la société d'État par actions "Khllyb Ukrainy".

L'objectif visé par la résolution gouvernementale est atteint dans l'ensemble. Sur 557 entreprises de boulangerie, seulement 100 sont intégrées à la société par actions "Khllyb Ukrainy". Et 443 entreprises de ramassage et d'entreposage du pain qui ne font pas partie du fonds réglementaire de la société d'État par actions "Khllyb Ukrainy" sont en cours de privatisation.

La vente des actions de 443 entreprises a débuté à la date du 22 mars 2001. La phase de privatisation est bientôt à son terme. Ainsi, selon les données du capital-action de l'État ukrainien, au 1^{er} mai 2000, 401 entreprises ont été privatisées à hauteur de 70 pour cent du capital, au minimum. Le 22 mars 2001, ce chiffre est déjà de 424. Au 1^{er} mai 2001, 146 entreprises de ramassage et d'entreposage du pain ont été privatisées à hauteur de 100 pour cent du capital. Le 22 mars 2001 ce chiffre était de 298.

Conformément à la Loi de l'Ukraine du 10 juillet 1996 sur les particularités de la privatisation des biens du complexe agro-industriel, 51 pour cent des actions d'une entité privatisée doivent être transférées gratuitement aux producteurs agricoles ayant des dispositions contractuelles directes avec celle-ci. Des actions sont attribuées aux employés de ces entreprises. Les actions restantes sont vendues selon un principe concurrentiel.

Le gouvernement a adopté la Résolution sur l'approbation du statut de la société d'État par actions "Khllyb Ukrainy" le 14 mars 2001, qui ratifie une nouvelle lecture du statut de la société. Ce statut répond aux conditions posées par la législation sur l'activité des sociétés par actions ainsi que par les décisions de la Commission d'État du marché des valeurs et des changes. La procédure de gestion des actions est réglementée par une autre Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine, n° 791 du 15 mai 2000, sur l'administration des droits des entreprises d'État.

La société est constituée en vue de satisfaire aux besoins de la population, des institutions et des entreprises de tout type de propriété concernant les céréales industrielles et fourragères, les produits de transformation de celles-ci, les matières premières non céréalières, les céréales de sélection et de haute qualité; de fournir des services d'entreposage, de transformation et de vente de produits agricoles et de recevoir des revenus de l'activité de direction d'entreprises.

La société d'État par actions "Khllyb Ukrainy" ne fait pas partie de la Liste des entrepreneurs détenant un monopole sur le marché national (au 1^{er} janvier 1999), n° 31-29/04-904, en date du 12 mars 1999.

La libéralisation des prix des produits agricoles et alimentaires est effective en Ukraine. En conséquence, les acteurs du marché commencent à réagir aux signes correspondants. Pour l'année 2001, l'État n'a pas fixé les prix des produits agricoles à l'exception de la betterave sucrière. Le Décret du Conseil des ministres, n° 868 en date du 2 juin 2000, a approuvé le prix minimum pour

la betterave sucrière, qui doit être fournie pour la production de sucre dans la limite du contingentement de réserve sur le marché national et conformément aux accords internationaux, ainsi que le prix minimum du sucre et de son contingentement de réserve pour le marché national.

Soutien législatif des réformes ultérieures du secteur agricole.

Les directions prioritaires en matière de réforme du secteur agricole sont les suivantes:

- réorganisation de la structure des organes administratifs d'État du complexe agro-industriel, conformément à la situation fonctionnelle de leur activité dans les conditions de l'économie de marché;
- développement des réformes agricoles au moyen de textes législatifs nationaux concernant le droit à la propriété privée pour les propriétaires de titres agricoles, et la création législative d'une infrastructure de marché agricole;
- développement des exploitations agricoles auxiliaires privées au prix des titres agricoles de leurs propriétaires sans enregistrement d'une personne morale en qualité de noyau d'exploitations agricoles familiales et mise en œuvre du système social d'emploi de la population rurale par le développement de petites et moyennes entreprises;
- restructuration d'exploitations agricoles et d'entreprises du complexe agro-industriel et diversification de leurs activités industrielles et commerciales;
- développement de la coopération agricole, y compris création d'un parc de machines et d'un réseau de relais technologiques, par l'attraction de petits propriétaires agricoles dans le mouvement coopératif et la création de coopératives de crédit avec la participation des propriétaires d'exploitations (et d'exploitations auxiliaires) agricoles privées ainsi que d'autres entreprises agricoles;
- introduction du système de crédit à long terme et à faible taux d'intérêt pour les entreprises agricoles de tout type de propriété et d'activité économique;
- mise en œuvre de la politique tarifaire par l'introduction de mécanismes d'établissement des prix sur le marché intérieur des produits agricoles par l'utilisation de bourses agricoles, de marchés de gros de fruits et légumes, de ventes aux enchères de bétail, etc.;
- développement des marchés de vente à l'extérieur de produits agricoles par l'accroissement de la compétitivité des produits alimentaires des producteurs domestiques;
- attrait des investissements intérieurs et étrangers par la création de coentreprises destinées à procéder au renouvellement de l'équipement technique et technologique afin d'augmenter la production de produits concurrentiels tout en développant des conditions favorables en ce qui concerne l'impôt et les investissements;
- réforme du système de l'enseignement et des sciences agricoles par l'unification des institutions scientifiques et universitaires en vue d'améliorer la qualité de la formation des spécialistes et l'efficacité de la recherche scientifique ainsi que leur accès au secteur de la production; et
- introduction du système de conseil en matière agricole et du soutien aux associations régionales de propriétaires agricoles (chambres agricoles) afin de protéger leurs intérêts sociaux et économiques.

Afin de résoudre toutes ces questions, le Ministère de la politique agricole de l'Ukraine a préparé un certain nombre de nouveaux projets de lois, dont certains ont déjà été approuvés en première lecture par la Rada suprême de l'Ukraine, ainsi que d'autres textes normatifs et législatifs dont les plus significatifs concernent l'hypothèque, le nantissement, la protection agricole, l'enregistrement national des droits de propriété immobilière, les coopératives de crédit, la coopération agricole, etc.

L'article 10 de la Loi sur la stimulation du développement de l'agriculture pour la période 2001-2004, adoptée par la Rada suprême, dispose qu'une partie des dépenses du budget de l'État pour financer le développement de l'agriculture ne doit pas être inférieure à 5 pour cent des dépenses totales. Conformément à la Loi ukrainienne n° 2120-III sur le budget de l'Ukraine pour l'année 2001, du 7 décembre 2000, le montant approuvé des dépenses du budget de l'État pour 2001 est de 41 990 788 500 hryvnias. Ainsi, selon l'article 10 de la Loi ukrainienne sur la stimulation du développement de l'agriculture, l'aide financière pour le développement de l'agriculture peut s'élever à 2 100 000 000 hryvnias, soit 387 000 000 dollars EU. Cela signifie que la limite de l'aide au coût du budget de l'État déterminé par la loi n'est pas supérieure au niveau de l'aide agricole ni aux mesures de la catégorie verte, objet des négociations concernant l'accèsion à l'OMC.

En vue de l'application de la Loi ukrainienne sur la stimulation du développement de l'agriculture pour la période 2001-2004, deux projets de lois ont été développés à partir des décrets présidentiels: sur les "moyens de la politique d'obtention de crédits de l'agriculture de l'Ukraine" et; sur "l'assurance des récoltes agricoles et des plantes vivaces". La stimulation de l'État pour l'obtention de crédits s'effectuera au moyen:

- d'une disposition législative de protection des droits des créanciers et des emprunteurs;
- du développement d'une infrastructure de marché financier;
- du développement d'un marché de services de consultation et de conseil; et
- de la non-intervention des organes de l'État dans les activités productives et financières des entreprises agricoles.

Les projets de lois suivants, développés par le gouvernement, rendent la réforme du secteur agricole irrévocable (les projets seront promulgués graduellement au cours de la période 2001-2003):

- Code de la propriété foncière de l'Ukraine (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur l'enregistrement national de la propriété immobilière
- Sur les exploitations agricoles auxiliaires privées
- Sur la création de droits d'exportation saisonniers pour les graines de tournesol
- Sur la déclaration d'inapplication de la Loi sur les droits d'exportation applicables au bétail sur pied et aux peaux brutes
- Sur l'évaluation des biens et sur l'activité d'évaluation
- Sur l'hypothèque (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur l'achat et la vente de parcelles de terre
- Sur les particularités des crédits de l'agriculture
- Sur la protection agraire
- Sur les coopératives de crédit
- Sur la coopération agricole (n° 2090, promulgué le 2 novembre 2000)
- Sur la modification de la Loi sur la coopération agricole (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur la modification de la Loi ukrainienne sur la qualité et l'innocuité des produits alimentaires et des matières premières alimentaires (examiné par les ministères et les comités compétents)
- Sur le jardinage collectif
- Sur les modifications de la Loi ukrainienne sur la réglementation par l'État des importations de produits agricoles (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur les modifications de la Loi ukrainienne sur le paiement agraire (n° 2271-XIV, promulgué le 8 février 2001)
- Sur les modifications de la Loi de l'Ukraine sur les opérations concernant les marchandises réalisées au sein de la Commission des relations économiques avec l'extérieur

- Sur les certificats de récoltes d'entreposage
- Sur le cadastre
- Sur l'aide de l'État au jardinage et à la viticulture
- Sur la Chambre agraire de l'Ukraine
- Sur la propriété des terres et des autres ressources naturelles
- Sur la protection juridique concernant la sélection dans l'élevage (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur la viticulture et l'activité vinicole
- Sur les modifications au Code forestier de l'Ukraine
- Sur les modifications au Code de l'Ukraine sur les infractions administratives (concernant la responsabilité pour infraction à la législation relative aux problèmes de l'élevage) (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur les accords concernant la séparation de la propriété foncière (n° 2242-XIV, promulgué le 18 janvier 2001)
- Sur la modification de la Loi ukrainienne sur la phytoquarantaine (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur la modification de la Loi ukrainienne sur les graines (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)
- Sur la modification de la Loi ukrainienne sur la protection des droits pour les catégories de végétaux (inclus à l'ordre du jour de la septième session de la Rada suprême)

Ainsi, le système des relations des différents types de propriété dans l'agriculture a changé de manière sensible au cours de l'année 2000. Au cours du processus de mise en œuvre du Décret du Président de l'Ukraine sur les mesures urgentes à prendre concernant l'accélération de la réforme du secteur agraire de l'économie, n° 1529/99 du 3 décembre 1999, la structure des entreprises agricoles privées a connu d'importants changements. Alors qu'au 1^{er} décembre 1999, la plupart des d'entreprises agricoles étaient des exploitations agricoles collectives (64 pour cent), ce type d'entreprises n'existait pratiquement plus au début de l'année 2001.

Actuellement, les producteurs agricoles sont des entreprises privées, qui occupent 97 pour cent des terres agricoles, à l'exception d'un petit nombre d'exploitations d'État de type sovkhoze.
